



LA DÉ- CADE

LA LETTRE DU CERCLE
JEAN BAPTISTE SAY

« Les lumières et la morale
sont aussi nécessaires au
maintien de la République
que le fut le courage pour
la conquérir. »

mars 2016

POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1794 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement son ambition était « d'instruire et amuser » !

« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, le 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance ! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité !

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

Il nous l'avait bien dit

mars 2016

Non, la richesse n'est pas un vice

« La fortune publique, celle de l'Etat, ne s'accroît que des accroissements des fortunes particulières ; si les particuliers étaient dépourvus de toute ambition à cet égard, l'Etat resterait pauvre aussi bien que ses habitants.

Au surplus, il ne me semble pas qu'on doive donner le nom de cupidité à l'amour des richesses contenu dans de justes bornes et lorsqu'il n'est accompagné d'aucune action répréhensible. La cupidité suppose le désir de jouir, par n'importe quel moyen, du bien des autres ; or l'économie n'inspire nullement le désir de se procurer des richesses autrement que par les seules voies légitimes, qui, loin d'être préjudiciables aux jouissances des autres hommes, leur sont au contraire très favorables et contribuent à l'opulence des nations. En inspirant le goût des jouissances avouées par la raison, par la justice, et l'intérêt des familles, elle stimule l'amour du travail et le développement des talents de tous genres. L'industrie qu'elle protège, loin d'inspirer des sentiments hostiles envers autrui, fait sentir à ceux qui l'exercent, la nécessité d'être justes ; en nous apprenant que nos gains ne sont pas des pertes pour les autres, elle calme les sentiments haineux et jaloux ; en nous enseignant ce que les hommes ont à gagner à entretenir parmi eux des sentiments bienveillants et pacifiques, elle est essentiellement sociable.»

Cours complet d'économie T1. 1828

Analyse économique

mars 2016

Dépenses publiques : Savoir apprendre des autres.

Dans un document de travail récemment publié, deux économistes du FMI se sont livrés à un exercice de benchmarking de la dépense publique en France : **From containment to rationalization : increasing public expenditure efficiency in France**, par Jean-Jacques Hallaert et Maximilien Queyranne.

Leur document propose de passer d'une approche de maîtrise à une approche de rationalisation. La stratégie de réduction du déficit en France a tout d'abord porté pour l'essentiel sur l'augmentation des recettes mais, depuis 2014, l'attention se porte maintenant sur la maîtrise des dépenses publiques. Faute d'un réel débat sur les missions de l'Etat, la stratégie adoptée a été d'appliquer un coup de rabot équivalent sur l'ensemble des dépenses. Par un travail de comparaison avec les autres pays européens et notamment avec les plus comparables (Allemagne, Italie, Royaume-Uni), sur le niveau de dépense, sur l'efficacité sociale et économique et sur la nature de ces dépenses, les auteurs ont pu dégager des secteurs où la France dépense plus ou moins bien qu'ailleurs. Globalement, la protection sociale et les salaires expliquent 90% de l'écart de dépense publique entre la France et les autres.

Une des premières constatations des économistes est que ces dépenses sociales sont relativement peu efficaces pour réduire les inégalités. Pour un point de PIB, quasiment tous les autres pays arrivent à réduire davantage les inégalités. Autrement dit, les dépenses sociales sont importantes car elles concernent trop de monde. Si la France était aussi efficace que la moyenne de l'UE sur ce plan-là, cela permettrait d'économiser 3,5 % du PIB. Ceci doit passer notamment par un ciblage plus grand des aides sociales en fonction des revenus.

La part de dépenses sociales allant aux plus de 65 ans est très supérieure à la moyenne de l'OCDE (10 points de plus) alors que la part dans la population totale n'est plus élevée que de 3 points. Une des conséquences en est que la redistribution fonctionne bien pour les personnes âgées mais mal pour les jeunes. Le taux de pauvreté des enfants est en conséquence anormalement élevé. Ceci s'explique notamment par le haut niveau des dépenses de retraites. Différentes simulations montrent que c'est par l'augmentation de l'âge de la retraite que les plus fortes économies sont atteintes.

Le poids élevé de la masse salariale s'explique essentiellement par le nombre de fonctionnaires et assez peu par le niveau des salaires. Les effectifs ont fortement augmenté dans les collectivités locales, bien au-delà de ce que les efforts de décentralisation justifient. Les auteurs proposent donc de réduire les effectifs, notamment au niveau local. En effet, les collectivités locales ont eu tendance à sacrifier l'investissement pour préserver les effectifs.

Ajusté pour les différences de structure, les salaires publics sont inférieurs de 3,5% au secteur privé mais cela cache de grandes différences. Pour les emplois les moins qualifiés, les salaires sont en réalité supérieurs de 6%, alors que les emplois les plus qualifiés reçoivent des salaires inférieurs de 10% à ceux du secteur privé ! Comment attirer des employés qualifiés dans ces conditions ? Par ailleurs, l'inertie est très forte : d'après les auteurs, le gel du point d'indice en place depuis 2010 n'a eu qu'un effet limité sur la masse salariale du fait des progressions automatiques. Un rapport de l'inspection des finances en 2007 estimait l'effet de dérive lié à ces progressions automatiques et aux promotions à 2% par an. Les auteurs en appellent donc à une réduction de cette automaticité.

Le niveau élevé de dépenses de santé est relativement efficace en permettant un niveau élevé de santé, mais des efforts peuvent encore être faits. Les auteurs proposent une limitation des remboursements pour les soins non essentiels, une augmentation du recours aux génériques et une rationalisation du recours à l'hospitalisation.

Notre indemnisation chômage est particulièrement généreuse : la France est le pays où l'on a le plus rapidement droit à des indemnités, le plafond d'indemnisation est élevé, il n'y a pas de dégressivité des allocations et les conditions caractérisant une offre d'emploi raisonnable, pour exiger sa reprise, sont élevées.

D'autres éléments sont mentionnés comme une plus grande autonomie des établissements scolaires, une concentration des dépenses scolaires sur les élèves en plus grandes difficultés, une réforme de l'aide au logement dont le principal impact a été d'augmenter les loyers. Les efforts de regroupement des collectivités locales sont insuffisants, notamment au niveau des villes puisque le nombre de communes pour 100 000 habitants est de 58 en France contre 18 en moyenne dans l'UE. Les clauses de compétence générale sont un facteur important de dérive, entraînant des doublons importants dans les dépenses.

À la lecture, le travail d'analyse de ces économistes confirme finalement ce qui est connu depuis longtemps. L'intérêt de ce genre de travail est d'ouvrir les yeux sur ce qui se fait à l'étranger. La comparaison avec les autres pays permet d'illustrer les « typicités » de la France et surtout de montrer que le montant de la dépense publique n'est pas le gage d'une plus grande efficacité sociale. La plupart des pays qui ont su réduire leurs dépenses l'ont fait en recentrant leurs missions plutôt que par une baisse indiscriminée des dépenses. Comme le disait Pierre Mendès-France, « gouverner, c'est choisir ».

Reçu 10/10

mars 2016

« Une vérité appartient, non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(traité 1^{re} ed.)

Warren Buffet, grand investisseur et bon pédagogue

Jean-Baptiste Say nous dit que « *La société, prise en masse, ne peut s'enrichir que par la production ; car ce qui n'enrichit un individu qu'aux dépens d'un autre, n'augmente pas les richesses de la masse.* » Warren Buffet, dans sa [dernière lettre aux actionnaires de Berkshire Hathaway](#) fait écho à Jean-Baptiste Say et note que trop peu d'américains comprennent le lien entre productivité et prospérité. Ne parlons pas des français...

Il explique qu'en 1900, 40 % de la population active américaine, soit 11 millions de personnes, travaillaient dans le secteur agricole et cultivaient principalement du maïs. 36 millions d'hectares étaient cultivés et produisaient en moyenne 1.9 tonnes de maïs par hectare donc un total de 68 millions de tonnes.

Aujourd'hui, grâce aux différentes innovations (mécanisation, engrais, qualité des graines etc...), les Etats-Unis cultivent 34 millions d'hectares, produisent 9.4 tonnes de maïs par hectare soit un total de 320 millions de tonnes. L'amélioration de la productivité s'accompagne d'une réduction drastique du nombre d'agriculteurs qui ne représentent plus que 2 % de la population active, soit 3 millions de personnes.

Il conclut que ces innovations ont permis aux personnes qui ne travaillent plus dans le secteur agricole, d'utiliser leur temps et leurs talents pour d'autres entreprises. Ceci permet aux américains de bénéficier aujourd'hui d'une grande diversité de biens et de services non agricoles. Par conséquent les gains de productivité n'ont pas seulement bénéficié aux exploitants agricoles mais à tous les américains.

Il souligne cependant que pour les américains qui ont perdu leur emploi, concurrencés par des machines plus productives, l'évocation du bien commun n'apporte pas beaucoup de confort surtout si leur talent devient obsolète.

Mais la solution n'est pas de restreindre ou de rendre illégaux les gains de productivité, puisque cela détruirait de la valeur pour la société toute entière, mais de s'assurer qu'il existe une sécurité sociale et une formation pour ceux qui veulent travailler mais dont les compétences ne sont pas valorisées par le marché.

Aux Etats-Unis cette création de richesse se traduit par un PIB par habitant (corrige de l'inflation) de \$56 000 par habitant, soit six fois le montant du PIB par habitant de 1930. Et Warren Buffet de conclure que Rockefeller, vivait sans doute moins bien que son voisin à Omaha dans le Nebraska.

Collé 0/10



mars 2016

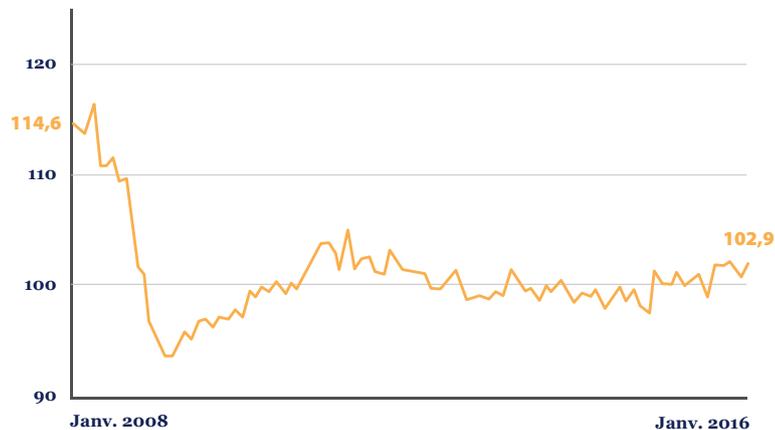
« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »
(traité 1^{re} ed.)

L'industrie française, quelle chance de retour ?

Depuis 1980, la population française a progressé de 10 millions d'individus, mais l'emploi dans le secteur marchand a stagné ; les effectifs manufacturiers ont baissé de 5 à 2.8 millions ; les effectifs de la fonction publique sont eux passés de 3.8 à 5.3 millions ! La part de l'industrie manufacturière est tombée à 11.3 % du PIB alors qu'elle est restée stable en Allemagne à 22 %. Sachant qu'un emploi industriel génère presque 3 emplois dans les services, le graphique ci-dessous qui illustre le déclin depuis 2008 montre bien la priorité de rétablir pour de bon notre compétitivité industrielle si l'on veut réduire le chômage.

La production industrielle

Base 100 en 2020, données CVS-CJO



Parole d'entrepreneur

mars 2016

Guillaume Alcan - M. Moustache



M. Moustache, est une marque de chaussures pour homme et femme créée en 2012 par trois jeunes diplômés d'école de commerce. Positionnement et communication décalée, pour des modèles qui veulent allier confort, décontraction et un certain chic reconnaissable, à un prix très raisonnable. La production est presque en totalité réalisée en Europe (Portugal) et les chaussures M.Moustache sont disponibles dans 80 points de vente en France, dans les grands magasins et sur internet. Il est prévu l'ouverture prochaine d'un « flagship » à Paris après le bouclage récent d'une augmentation de capital de 1.2 Millions d'euros. De quoi investir pour booster un chiffre d'affaires proche lui aussi d'un million.

1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

L'envie m'est venue relativement jeune.

C'est en rentrant d'une année de césure d'un an en finance dans le groupe Zannier à Shanghai que le déclic est venu. La croissance et le dynamisme au niveau du "business" en Chine ont été de véritables "boosters" dans ma volonté d'entreprendre.

De retour en France il y a 5 ans, nous avons eu l'idée avec deux amis rencontrés en école de commerce, Thibault Repelin et Antoine Vigneron, de lancer la marque M. Moustache. Nous voulions monter notre boîte et c'est le côté produit qui nous a attiré le plus. Au-delà de créer une simple marque de chaussures, c'est le côté communication et univers qui nous plaisait le plus dans ce projet.

2) L'entrepreneur est-il seul à entreprendre ?

L'entrepreneur est responsable de son projet tant dans ses réussites que ses échecs. Il ne peut cependant pas être seul car à mon sens, le partage et l'échange sont primordiaux dans le succès d'une idée.

Il doit savoir s'entourer et challenger le plus possible son projet.

Nous sommes avec M. Moustache, membre du Réseau Entreprendre Paris et c'est absolument génial de pouvoir tous les mois "vider son sac" sans aucun complexe avec d'autres entrepreneurs. Nous avons toujours été accompagnés (famille, amis, incubateur, Réseau Entreprendre...) et je pense que c'est un véritable besoin aujourd'hui pour une jeune boîte comme la nôtre.

Chez M. Moustache l'équipe entreprend également et tout le monde doit se sentir comme un véritable pilier pour l'entreprise

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

Pour moi c'est de transformer un projet qui peut paraître au premier abord amusant et risqué en une entreprise qui crée des emplois et qui génère du chiffre d'affaires.

4) Quelles sont les trois mesures que vous prendriez pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

Nous ne sommes «pas encore» une multinationale, je vais donc évoquer des mesures à mon niveau.

L'affranchissement ou la réduction des charges pendant les 3 premières années ou jusqu'à un palier de chiffre d'affaires. Elles freinent complètement le dynamisme des jeunes entreprises et sont un frein majeur à l'emploi. Par exemple, pourquoi ne pas réduire voire supprimer les subventions et autres aides publiques et en contrepartie baisser les charges ?

Remettre l'entreprise au centre de l'apprentissage et la valoriser. Créer sa boîte après ses études est un véritable parcours du combattant à tous les niveaux. Entre nos amis qui pensaient au début que ce n'était qu'un «hobby» en plus de notre «vrai» travail, les banques qui ne veulent prendre aucun risque face à des jeunes de 25 ans, les lourdeurs et les frais de l'administration pour réaliser une augmentation de capital...

Simplifier les normes, simplifier l'embauche... De nombreux chantiers en perspective !
